

TRADUCTION

F. 94 — 823

[S-C — 35133]

22 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement flamand portant abrogation de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 novembre 1991 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel de la « Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening »

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 28 juin 1983 portant constitution de la « Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening »;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant la fonction publique dans ses attributions, donné le 28 avril 1993;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 19 octobre 1993;

Vu le protocole du 22 mars 1991 du Comité sectoriel XVIII Communauté flamande et Région flamande;

Vu le protocole du 22 octobre 1991 du Comité sectoriel XVIII Communauté flamande et Région flamande;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 de l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994, applicable à l'ensemble du secteur public;

Vu le protocole du 14 décembre 1993 du Comité sectoriel XVIII Communauté flamande et Région flamande;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'exécution du protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 de l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994, applicable à l'ensemble du secteur public, entraîne la prise urgente des arrêtés d'exécution du chef du personnel de la V.M.W.;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 novembre 1991 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel de la « Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening » est abrogé à partir du 1er décembre 1992

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1992.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 94 — 824 (94 — 250)

10 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés. — Erratum

A l'article premier de l'arrêté susvisé, paru à la page 1826 du *Moniteur belge* du 28 janvier 1994, il faut lire au premier alinéa du texte qui remplace l'article 54, § 1er : « 1992 » au lieu de « 1991 ».

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 94 — 824 (94 — 250)

10 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten. — Erratum

In artikel 1 van het hoger bedoeld besluit, verschenen op bladzijde 1841 van het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 1994, dient in het eerste lid van de tekst die artikel 54, § 1 vervangt, gelezen te worden : « 1992 » in plaats van « 1991 ».

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 825

[S-C — 29071]

12 JANVIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant l'organisation du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné et les délégations de compétence à certains agents de cette administration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
 Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1993 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;
 Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés de travaux, de fournitures et de services;
 Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1983 portant délégation des pouvoirs à certains agents du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 décembre 1993,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Sièges et compétences des services*

Article 1er. Le Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné comprend les services ci-après désignés :

1. L'Administration centrale du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné,
2. Le Service provincial du Brabant wallon du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné,
3. Le Service provincial du Hainaut du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné,
4. Le Service provincial de Liège du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné,
5. Le Service provincial du Luxembourg du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné,
6. Le Service provincial de Namur du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.

Art. 2. a) La compétence territoriale des cinq services provinciaux s'exerce dans les limites de la province où chacun d'eux a son siège.

b) La compétence territoriale du Service provincial du Brabant wallon est étendue à la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — *De la délégation de compétence*

A. Marchés de travaux et de fournitures

Art. 3. Dans le cadre du budget de fonctionnement approuvé par le Gouvernement de la Communauté française ou par le Ministre délégué, le Fonctionnaire dirigeant l'Administration centrale et les chefs de services provinciaux, chacun en ce qui le concerne, ont délégation pour conclure et approuver, à concurrence de 400 000 francs les marchés de travaux et de fournitures relatifs aux objets suivants :

- a) aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services;
- b) entretien et réparation desdits locaux;
- c) achat, location, entretien et réparation du matériel et du mobilier, achat de fournitures consommables de fonctionnement, fournitures de services, dépenses de consommation, achat de documentations.

Art. 4. Les pouvoirs visés à l'article 3 ne sont délégués que dans le cadre de l'application de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de fournitures, de travaux et de services ainsi que des arrêtés d'application de cette législation.

Art. 5. a) Les contrats de location d'immeuble d'un loyer annuel supérieur à 200 000 francs pour les besoins des services, ainsi que l'achat de véhicules automobiles sont subordonnés à l'accord préalable du Ministre compétent pour la gestion du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.

b) Le Fonctionnaire dirigeant du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné a délégation pour approuver les conventions réglant les indemnités pour dégâts locatifs, jusqu'à un montant de 100 000 francs.

B. Examen des dossiers et liquidation des subventions

Art. 6. Le Fonctionnaire dirigeant et les chefs de service ont délégation pour procéder à toutes les mesures d'instruction des dossiers et correspondre à cet effet avec tous services et administrations compétents, les dépêches portant décisions de subventions étant signées par le Ministre délégué compétent.

Toutefois, le Fonctionnaire dirigeant du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné peut signer toute dépêche rectifiant le montant d'une promesse ferme de subside pour autant qu'elle n'implique pas un engagement financier complémentaire.

Art. 7. Le Fonctionnaire dirigeant et les chefs de services ont délégation pour procéder à la liquidation des acomptes sur subvention au fur et à mesure de la réalisation des travaux concernés, et ce, dans les limites des décisions de subventionnement accordées.

C. Délégations comptables

Art. 8. Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration centrale désigne les agents chargés de la gestion des comptes de recettes et de la signature des documents de liquidation de subventions pour toutes les opérations financières ressortissant à l'activité du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales*

Art. 9. Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration centrale :

- répond aux observations de la Cour des Comptes;
- accorde les congés des agents de l'Administration centrale ainsi que ceux des chefs de services provinciaux dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables à ces agents;
- prend les dispositions pour appliquer les règlements relatifs aux prestations du personnel et donne les dérogations autorisées par ces règlements.

Art. 10. Les délégations de pouvoirs accordées par le présent arrêté au titulaire d'une fonction sont également accordées à l'agent de grade inférieur désigné pour assumer temporairement cette fonction.

Art. 11. En cas d'absence ou d'empêchement du Fonctionnaire dirigeant de l'Administration centrale, les délégations et responsabilités sont exercées par le conseiller et à son défaut par l'Architecte principal ou le conseiller adjoint de cette administration.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service provincial, ses délégations et ses responsabilités sont exercées par l'agent de rang immédiatement inférieur.

Au cas où deux agents seraient de rang égal, le remplacement est exercé par l'agent le plus ancien dans le rang.

Art. 12. Les délégations de pouvoirs accordées au titulaire d'une fonction, peuvent aussi être exercées par ses supérieurs hiérarchiques.

Art. 13. Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration centrale peut déléguer ses pouvoirs pour signer la correspondance courante aux agents du premier niveau de cette administration.

Art. 14. Les chefs de services provinciaux peuvent :

- signer la correspondance courante propre à leur service;
- accorder les congés aux membres du personnel de leur service, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en la matière;
- accorder les dérogations aux prestations du personnel autorisées par ces mêmes dispositions.

Art. 15. Les fonctionnaires du premier niveau ont compétence pour certifier conformes tous documents administratifs.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté est transmis pour information à la Cour des Comptes.

Art. 17. Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ministériel du 21 janvier 1983 portant délégation de pouvoir à certains agents du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 12 janvier 1994.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

—
VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 825

[S-C — 29071]

12 JANUARI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot inrichting van het « Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné (Fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs) en machtsoverdracht aan bepaalde personeelsleden van dat bestuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het decreet van 5 februari 1993 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 29 december 1993 tot verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het ministerieel besluit dd. 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het ministerieel besluit dd. 21 januari 1983 houdende overdracht van bevoegdheid aan bepaalde ambtenaren en personeelsleden van het Gebouwenfonds voor provinciale en gemeentelijke scholen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 december 1993,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Zetel en bevoegdheden van de diensten

Artikel 1. Het « Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné » (FBSEOS) omvat de hiernavermelde diensten :

1. Het hoofdbestuur van het « Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné »,
2. De provinciale dienst Waals-Brabant van het FBSEOS,
3. De provinciale dienst Henegouwen van het FBSEOS,
4. De provinciale dienst Luik van het FBSEOS,
5. De provinciale dienst Luxemburg van het FBSEOS,
6. De provinciale dienst Namen van het FBSEOS.

Art. 2. a) De bevoegdheid inzake ambtsgebied van de vijf provinciale diensten wordt uitgeoefend binnen de perken van de provincie waar elk ervan zijn zetel heeft.

b) De bevoegdheid van de provinciale dienst Waals-Brabant wordt tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgebreid.

HOOFDSTUK II. — Overdracht van bevoegdheid

A. Opdrachten van werken en leveringen

Art. 3. In het raam van de door de Regering van de Franse Gemeenschap of door de gemachtigde Minister goedgekeurde werkingsbegroting hebben de ambtenaar die het hoofdbestuur leidt en de provinciale dienstchefs, ieder wat hem betreft, delegatie om de opdrachten en leveringen ten belope van 400 000 frank te sluiten en goed te keuren, betreffende :

- a) inrichting van lokalen nodig voor de werking van de diensten;

- b) onderhoud en herstelling van bedoelde lokalen;
 c) aankoop, huur en herstelling van materieel en meubilering, aankoop van verbruiksbenodigdheden, levering van diensten, verbruiksuitgaven, documentatieaankoop.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde bevoegdheden worden slechts gedelegeerd in het raam van de toepassing van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsmede van de toepassingsbesluiten.

Art. 5. a) Voor de huurovereenkomsten voor gebouwen met een jaarlijkse huur van meer dan 200 000 frank, voor de behoeften van de diensten, alsmede voor de aankoop van motorvoertuigen, is vooraf de instemming vereist van de Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van het « Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné » behoort.

b) De leidend ambtenaar van het « FBSEOS » heeft delegatie om de overeenkomsten tot vergoeding voor huurschade tot een bedrag van 100 000 frank goed te keuren.

B. Onderzoek van de dossiers en vereffening van de toelagen

Art. 6. De leidend ambtenaar en de dienstchefs hebben delegatie om alle maatregelen te treffen inzake afhandeling van dossiers en te dien einde brieven te sturen naar alle bevoegde diensten en besturen; de brieven met beslissingen tot subsidiëring worden door de bevoegde gemachtigde minister ondertekend. De leidend ambtenaar van het « FBSEOS » mag echter elke brief ondertekenen die het bedrag rechtzet van een vaste belofte inzake betoelaging voor zover geen bijkomende financiële verikentis inhoudt.

Art. 7. De leidend ambtenaar en de dienstchefs hebben delegatie om de voorschotten op toelagen uit te betalen naar gelang van de uitvoering van de betrokken werken, binnen de perken van de toegekende subsidiëring.

C. Boekhoudkundige delegaties

Art. 8. De leidend ambtenaar van het hoofdbestuur wijst de personeelsleden aan, belast met het beheer van de rekening van ontvangsten en met het ondertekenen van de vereffeningdocumenten voor toelagen, voor alle financiële verrichtingen die onder de werking van het « FBSEOS » ressorteren.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Art. 9. De leidend ambtenaar van het hoofdbestuur :

- beantwoordt de opmerkingen van het Rekenhof;
- verleent verloven aan de personeelsleden van het hoofdbestuur alsmede aan de provinciale dienstchefs, in het raam van de wettelijke en reglementsbepalingen die op die personeelsleden van toepassing zijn;
- neemt schikkingen om de regelingen betreffende de personeelsprestaties toe te passen en verleent de door deze regelingen toegelaten afwijkingen.

Art. 10. De machtsdelegaties, door dit besluit toegestaan aan de titularis van een ambt, worden eveneens toegestaan aan het personeelslid van lagere graad, aangesteld om dit ambt tijdelijk te bekleden.

Art. 11. Wanneer de leidend ambtenaar van het hoofdbestuur afwezig of belet is, worden de delegaties en verantwoordelijkheden door de adviseur, of bij ontstentenis, door de eeraanwezende architect of de adjunct-adviseur van dat bestuur uitgeoefend.

Bij afwezigheid of verhindering van de provinciale dienstchef worden zijn delegaties en verantwoordelijkheden door het personeelslid met de onmiddellijke lagere rang uitgeoefend.

Ingeval twee personeelsleden gelijke rang hebben, wordt de vervanging door het personeelslid met de grootste ranganciënniteit uitgeoefend.

Art. 12. De machtsdelegatie aan de titularis van een ambt geldt ook voor zijn hiërarchische meerderen.

Art. 13. De leidend ambtenaar van het hoofdbestuur mag zijn bevoegdheid om de gewone briefwisseling te ondertekenen, aan de personeelsleden van niveau I bij dat bestuur delegeren.

Art. 14. De provinciale dienstchefs mogen :

- de gewone briefwisseling van hun dienst ondertekenen;
- de verloven aan de personeelsleden van hun dienst binnen de perken van de wets- en reglementsbepalingen terzake verlenen;
- de door deze zelfde bepalingen toegestane afwijkingen van dienstprestaties verlenen.

Art. 15. De ambtenaren van niveau I zijn bevoegd om alle bestuursdocumenten eensluitend te verklaren.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit wordt ter kennisgeving aan het Rekenhof overgezonden.

Art. 17. Dit besluit vernietigt en vervangt het ministerieel besluit van 21 januari 1983 houdende machts-overdracht aan sommige personeelsleden van het « Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux » (Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen).

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 12 januari 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 94 — 826

[C — 31066]

23 DECEMBER 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 3 en 4 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 94 — 826

[C — 31066]

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les échelles des grades des niveaux 3 et 4 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;